

Charles Akande, rédacteur

Survole des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Trop gros pour échouer?

La décision qui sera prise la semaine prochaine au sujet de Doha se résume essentiellement à deux possibilités : soit les membres décident de marquer un temps d'arrêt dans les négociations compte tenu du progrès – ou du manque de celui-ci – réalisé jusqu'à présent pour régler les questions en suspens, soit ils décident de continuer de faire ce qu'ils ont fait au cours des quelques derniers mois, c.-à-d. négocier au sujet des modèles sans se hâter de résoudre le casse-tête restant avant que les États-Unis reviennent enfin à la table de négociation. La seule chose qui semble être quasiment hors de question est l'annulation de l'ensemble des négociations, car cela aurait bien trop de conséquences, non seulement pour le système commercial multilatéral, mais également, et cela est bien plus important encore, pour l'avenir de l'Organisation mondiale du commerce.

Les dernières dates pour la réunion consacrée au bilan

La réunion consacrée au bilan n'aura plus lieu les 29 et 30 mars comme l'avait annoncé précédemment M. Pascal Lamy lors de la réunion du Conseil général du 22 février. Parce qu'il a été décidé de la tenir au niveau des hauts fonctionnaires, on a décidé de la fusionner avec la réunion des hauts fonctionnaires du 22 mars. La réunion consacrée au bilan commencera probablement par une réunion officielle du Comité des négociations commerciales le 22 mars, et sera reportée au 26 mars pour coïncider avec une réunion semblable au cours de laquelle on devrait ratifier la décision portant sur la façon de poursuivre le Cycle de Doha. Entre ces deux réunions, les hauts fonctionnaires tiendront de multiples réunions bilatérales et en petits groupes pour faire avancer le Programme de Doha.

Ne retenez pas votre souffle

Depuis qu'on a exclu que les ministres participent au bilan, les fonctionnaires se sont faits pessimistes au sujet de la possibilité de retirer quoique ce soit de concret de cette réunion qui se déroulera à la fin mars, comme l'ont enjoint les dirigeants du G-20 à Pittsburgh en septembre dernier. Parmi eux figure l'ancien président des négociations sur l'agriculture, M. Crawford Falconer, qui pense que « la réunion consacrée au bilan de mars à Genève produira probablement des rames et des rames de papier décrivant en détails abrutissants ce qui a été fait ».

« Le fait est que nous n'avons pas réalisé un quelconque progrès concret pour combler les écarts depuis la ministérielle qui a échoué en juillet 2008 »; il prétend qu'en fait, les écarts se sont encore creusés et sont plus importants qu'ils l'étaient en 2008. Certains fonctionnaires se sont inquiétés du mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), en martelant que les pourparlers sont revenus au projet de texte révisé d'avant décembre 2008.

« Il est irresponsable de faire l'autruche et de faire semblant que tout cela n'existe pas. On se leurrerait soi-même si l'on essayait sérieusement de donner le change en tissant tous ces éléments en un tableau donnant l'illusion que ceci représente un progrès important. Il n'en est rien », a prétendu le représentant commercial de la Nouvelle-Zélande.

« Ne retenez pas votre souffle en attendant que quelque chose se passe », a déclaré un fonctionnaire qui pense que la meilleure chose que puissent faire les membres est de continuer ce qu'ils ont fait au cours des quelques derniers mois en attendant que les États-Unis finissent par « se montrer ».

Les points de vue des États-Unis

Le représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, a exprimé les mêmes réserves à l'égard du Cycle de Doha, prétendant le 9 mars que le Cycle pourrait difficilement être conclu en 2010, mais exhortant les pays à continuer de négocier « (...) si le passé est un prologue, je ne sais pas si j'en ferais trop de cas », a affirmé l'USTR avant d'ajouter que les membres ne devraient pas baisser les bras, car beaucoup de bon travail a déjà été effectué.

La veille du discours prononcé par le président Obama sur la façon de revitaliser les exportations américaines, le directeur général, M. Pascal Lamy, s'est rendu à Washington pour s'enquérir de la volonté du gouvernement Obama de mener les négociations à bon terme. « Nous sommes à un point important des négociations et manifestement, le point de vue des États-Unis à l'égard de la façon de les poursuivre est très important », a déclaré Keith Rockwell, le porte-parole de l'OMC. Cependant, comme le président des États-Unis n'a appelé qu'à poursuivre le travail sur Doha, sans fixer de délais précis ou accorder un ferme soutien à la conclusion des pourparlers cette année, il était manifeste que M. Lamy fonçait vers un mur de briques.

Outre Ron Kirk et le secrétaire du Trésor, Timothy Geithner, M. Lamy a rencontré des membres du Congrès du Senate Finance Committee et du House Ways and Means Committee dont le président, M. Sander Levin, a répété le point de vue des États-Unis que « le cadre actuel n'est pas suffisamment satisfaisant » pour recueillir le soutien du Congrès américain. « En un mot, il reste des questions importantes qui n'ont pas été résolues. À cet égard, les pourparlers bilatéraux doivent se poursuivre, et j'espère que M. Lamy exercera des pressions dans ce sens », a déclaré M. Levin aux journalistes après la réunion avec M. Lamy.

La deuxième quinzaine de l'agriculture

Entre-temps, à Genève, les consultations sur le fond qui se sont tenues en petits groupes la semaine dernière n'ont fait apparaître aucun véritable changement dans les positions des membres. La seule question de fond qui était mise au débat lors de la réunion était une fois de plus le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS). Et une fois encore, il s'agissait d'un débat entre deux groupes de pays en développement : le Paraguay, l'Argentine et le Costa Rica ont répété leur inquiétude que si le MSS est trop flexible, il entravera le commerce Sud-Sud, et se sont plaints que certains aspects du mécanisme proposé qui semblaient s'être stabilisés après juillet 2008 étaient désormais rouverts.

Consultations sur les modalités

MSS : Le G-33 a exhorté les autres membres à examiner les détails techniques qu'il a fournis à l'appui d'une version plus flexible du MSS et leur a demandé de répondre en présentant leur propre analyse technique plutôt qu'en se lançant dans la rhétorique. On a signalé que les écarts n'ont pas été réduits, bien qu'un certain nombre de questions aient été discutées. La consultation était fondée sur deux documents officiels du G-33 traitant de la « contre-vérification des prix et des volumes » et de la sauvegarde déclenchée par la baisse des prix.

Produits sensibles (PS) : Dans ce cas également, on campe sur ses positions, ont déclaré les sources. Le Canada et le Japon sont toujours en quête de flexibilité pour davantage de lignes tarifaires devant être prises en compte dans les PS. L'éternelle question, a déclaré un fonctionnaire, est le paiement qui en résulterait et qu'il faudrait verser en retour si un pourcentage supplémentaire de lignes tarifaires était accordé au Canada et au Japon.

Plafond tarifaire : M. Walker a signalé que les membres sont toujours fortement divisés sur cette question.

Latitude pour la catégorie bleue (pour les États-Unis) : Ce sujet traite du soutien de la catégorie bleue pour chaque produit. En règle générale, les limites sont la moyenne dépensée en 1995-2000, avec des rajustements s'il y a des écarts des dépenses pendant certaines années. Pour les États-Unis, les limites sont de 10 % ou 20 % supérieures aux estimations des maxima dans le cadre du Farm Bill de 2002. La question exige essentiellement des décisions politiques, car il n'y a pas de question technique à examiner selon M. Walker.

Coton : Dans ce cas encore, il n'y a pas eu de nouvelles contributions techniques, bien que tous les participants restent engagés à l'égard d'une solution cohérente avec ce qui a été convenu lors de la Conférence ministérielle de 2005 de Hong Kong (que le soutien interne pour le coton serait réduit plus radicalement que pour l'ensemble de l'agriculture). Il y a eu quelques contacts à un niveau politique plus élevé, ce qui contribue à s'acheminer vers une compréhension politique, a déclaré M. Walker.

Prochains événements

- Consultations sur l'AMNA, 15-19 mars 2010
- Réunion des hauts fonctionnaires (RHF), 22-26 mars 2010
- Réunion consacrée au bilan, 22-26 mars 2010
- Conférence ministérielle du Groupe de Cairns, 19 avril 2010, Punta del Este (Uruguay)
- Conseil général, 5-6 mai, 29-30 juillet, 6-7 octobre, 14-15 décembre 2010
- Forum de l'OCDE, de 2010, 26-27 mai 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur les échanges, 8-9 juin 2010
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Sommet du G-20, 26-27 juin 2010
- Forum public de l'OMC, 15-17 septembre 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur l'Agriculture, 29-30 novembre 2010



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Les Producteurs
d'œufs
du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada